

qui a été publié en 1919. Il éleva des protestations énergiques contre la violation inique, tout en faisant le possible pour éviter des rigueurs supplémentaires à nos populations. Dès le départ forcé des Ministres de France et de Belgique au début du mois d'août 1914, plus tard aussi de celui d'Italie, le Gouvernement assumait avec empressement la protection des ressortissants de ces pays et la sauvegarde de leurs intérêts; à cet effet, le Ministre d'Etat eut soin d'instituer des services consulaires sous la dénomination de « Service officiel des Renseignements », dont la direction fut confiée à Léon MOUTRIER, auquel je fus adjoint. Lors de l'entrée de ce dernier dans le ministère de coalition THORN, en février 1916, je fus appelé à la tête des services consulaires dont l'activité fut injustement incriminée par les autorités militaires allemandes.

Sur l'attitude et les sentiments du Premier dans les derniers mois douloureux de sa vie, ma mémoire garde maints souvenirs significatifs. Lors de l'arrestation de Marcel NIPPENY en juin 1915, dont il était fort affecté, le Ministre d'Etat me recommanda de faire disparaître tous les papiers compromettants et de ne pas garder chez moi la liste des membres de « l'Alliance Française » dont j'étais le secrétaire. « Prenez aussi vos précautions », continua-t-il, « faites comme moi, ayez toujours une provision de billets de banque dans votre portefeuille : en cas d'arrestation, c'est fort utile ». La vérité est que je ne détenais pas de papiers suspects, pensant que le registre des délibérations et le relevé des membres d'une société dont la propagation de la langue française est l'unique but statutaire, n'avaient rien de subversif ; j'eus soin néanmoins de les mettre à l'abri.

Le Ministre d'Etat eut des échos de vagues rumeurs d'un petit nombre de pusillanimes ou de malveillants d'après lesquelles il serait en mauvaise posture à l'arrivée des Alliés. A plusieurs reprises, il m'affirmait avec sérénité qu'on n'avait pas à se préoccuper de lui, que toute sa vie et tous ses actes répondaient de lui, abstraction même faite d'amitiés solides qu'il avait en France, dont celles, entre tant d'autres, de Léon BOURGEOIS, d'Alexandre MILLERAND, de Pierre BAUDIN, fervent de Vianden, des sénateurs Alfred MEZIERES, d'ESTOURNELLES DE CONSTANT, de Louis RENAULT, et ailleurs, notamment au conseil de la Fondation Carnegie pour la Paix et la Conciliation, dont il était membre, et parmi les hommes politiques délégués aux conférences de la Paix à La Haye\*). Ces réflexions et d'autres m'avaient laissé l'impression qu'en automne 1915 Eyschen avait la vision d'une guerre longue et meurtrière d'où l'Allemagne ne sortirait pas victorieuse.

La souplesse du Ministre d'Etat, son habileté à capter et à canaliser les courants naissants, à couper l'herbe sous les pieds de ses

---

\*) D'après des échos de presse, Mr. John Forster Dulles, alors âgé de 19 ans et étudiant à Princeton, assistait à la conférence de La Haye de 1907, comme secrétaire de son grand-père. Il eut partant l'occasion de rencontrer le vieil homme d'Etat luxembourgeois qui y besognait avec doigté et efficacité.